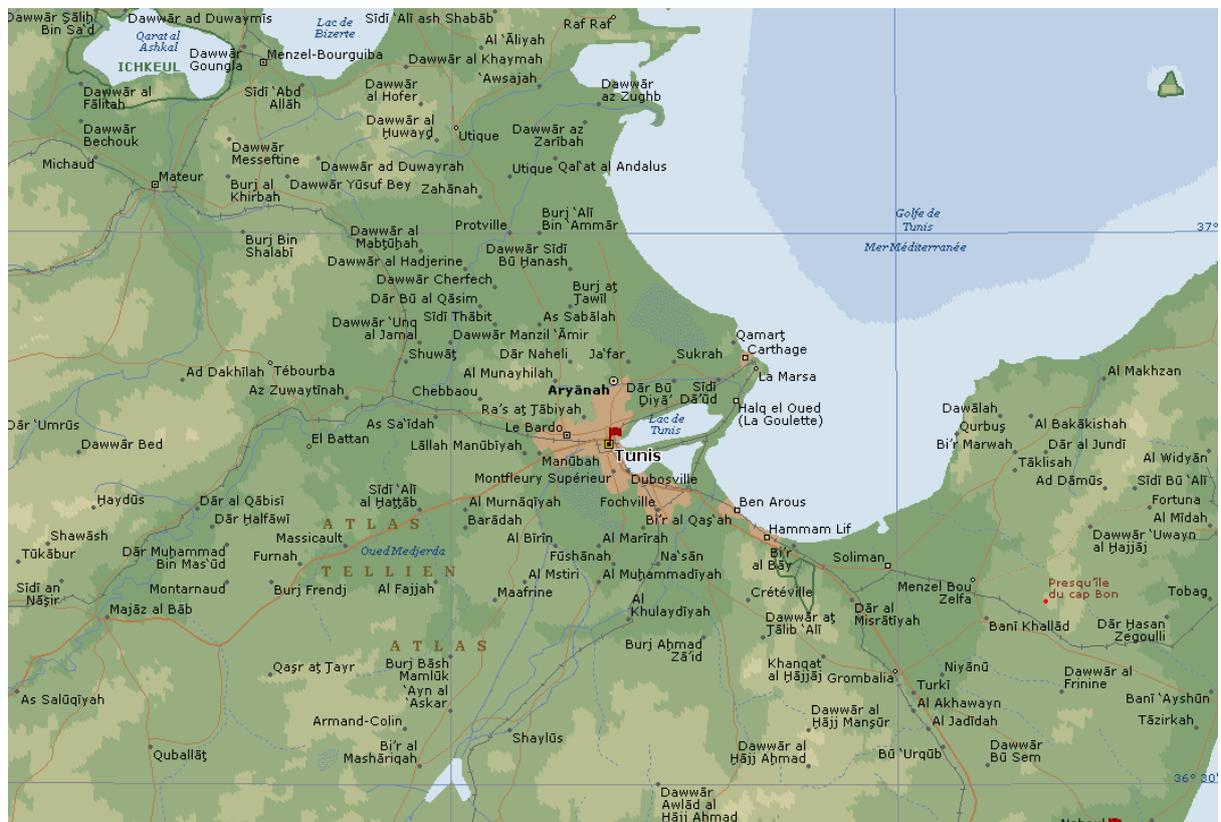


11 TUN 4 - 11-07-16 Tunis

Laboratoiredesfrondeurs.org



Segment horizontal du quadrillage \approx 45 km.

<http://www.algeriesoir.com/monde/170711-poursuite-des-emeutes-en-tunisie-des-postes-de-police-attaques.html>

Poursuite des émeutes en Tunisie : des postes de police attaqués

Algérie Presse Service

TUNIS - Les émeutes se sont poursuivies dimanche en Tunisie où des postes de police à Tunis et à Menzel Bourguiba (65 km au nord de la capitale) ont été attaqués et au moins quatre personnes ont été gravement blessées, a affirmé le porte parole du ministère de l'Intérieur M. Mohamed Hicham Mouhadab.

A Tunis, dans la cité populaire d'Intilaka, des affrontements ont opposé des manifestants et les forces de l'ordre. Des centaines de personnes, dont certains armés de pierres, de sabres et de cocktails Molotov, ont tenté de pénétrer dans le principal poste de police, selon des témoins.

Les manifestations avaient pour mots d'ordre le départ des ministres de l'Intérieur et de la justice, la condamnation des symboles de l'ancien régime et le refus de la normalisation des relations avec Israël. Les forces de l'ordre ont du recourir à des tirs en l'air et des tirs de gaz lacrymogènes pour disperser manifestants.

Les affrontements ont duré plusieurs heures alors qu'un hélicoptère de l'armée tunisienne survolait la zone.

Les forces de l'ordre ont du intervenir durant ces deux derniers jours par des tirs de gaz lacrymogènes et des matraques pour disperser des manifestations contre le gouvernement provisoire et la haute instance de réalisation des objectifs de la révolution et des réformes politiques. Des dizaines de manifestants ont été arrêtés et la majorité d'entre eux ont été relâchés.

<http://www.kuna.net.kw/NewsAgenciesPublicSite/ArticleDetails.aspx?id=2180696&Language=en>

Six policemen wounded in bloody clashes in Tunisia Military and Security 7/17/2011

10:09:00 PM

TUNIS, July 17 (KUNA) -- Bloody clashes in various Tunisian cities left six policemen wounded including four who were admitted into the hospital under intensive care. Tunisian police fired bullets into the air to disperse rioters in the capital early on Sunday and were attacked by crowds throwing molotov cocktails in another city, in the most violent clashes yet involving extremists.

Sunday's violence was sparked by an incident on Friday when police, trying to break up an anti-government demonstration in the centre of Tunis, fired tear gas inside a mosque, according to an Interior Ministry statement.

In the Intilaka district in the west of Tunis, about 200 youths set fire to a police station. Police responded by firing into the air and using tear gas, while a police helicopter hovered over the district.

The ministry blamed a number of radical outsiders for the riots which attempt to undermine the atmosphere of peace and stability in the country.

It added that the rioters managed to confiscate weaponry, burning down of a security center and nearby shops and cars.

Tunisians overthrew autocratic leader Zine El-Abidine Ben Ali in a revolution in January that electrified the Arab world and inspired uprisings in Egypt and elsewhere.

Since then the caretaker authorities, who say they are committed to dismantling Ben Ali's repressive rule, have lifted a ban on Islamist parties and released hundreds of their followers from prison.

But the Islamists' resurgence has led to friction with the establishment and some who believe the Islamists are becoming too powerful and could undermine the country's secular values.

(end) nm.tg KUNA 172209 Jul 11NNNN

<http://fr.novopress.info/91466/emeutes-et-guerilla-en-tunisie/>

Emeutes et guérilla en Tunisie



18/07/11 – 10h30

TUNIS (NOVOpress) — L'avènement de la « démocratie » suite à la « révolution tunisienne » tant applaudie par les pays occidentaux semble beaucoup plus chaotique que prévu et le gouvernement ayant remplacé celui de Ben Ali est déjà très violemment contesté.

Ainsi, des postes de police à Tunis et à Menzel Bourguiba (65 km au nord de la capitale) ont été attaqués la nuit dernière, et au moins quatre personnes ont été gravement blessées.

À Tunis, c'est dans la cité populaire d'Intilaka que près de 400 personnes armés de pierres, de bâtons et de cocktails molotov, ont tenté de prendre d'assaut le principal poste de police. Les affrontements entre émeutiers et policiers ont duré de longues heures.

C'est un spectacle de désolation qui régnait donc dans ce quartier de Tunis, des pneus incendiés, des pierres et des restes de barricades jonchant le sol des rues et la place devant le poste de police aux vitres brisées et aux murs marqués par les explosions de cocktails molotov. Quasiment au même moment, des attaques contre la police et des magasins se sont également produites à Menzel Bourguiba, ville industrielle au nord de Tunis où quatre personnes ont été gravement blessées et transférées à Tunis.

<http://www.liberation.fr/monde/01012349493-tunisie-la-police-prise-pour-cible>

18/07/2011 à 00h00

Tunisie la police prise pour cible

Par **CHRISTOPHE AYAD**

Des postes de police à Tunis et à Menzel Bourguiba (65 km au nord de la capitale) ont été attaqués dans la nuit de samedi à dimanche, et au moins quatre personnes ont été gravement blessées. A Tunis, dans la cité populaire d'Intilaka, 300 à 400 personnes non identifiées, dont certaines armées de pierres et de cocktails Molotov, ont tenté de pénétrer dans le principal poste de police et les affrontements ont duré plusieurs heures. Au même moment avaient lieu des attaques contre la police et des magasins dans la ville industrielle de Menzel Bourguiba. Quatre personnes ont été blessées.

<http://www.businessnews.com.tn/Tunisie---Folle-nuit-%C3%A0-Menzel-Bourguiba-%E2%80%A6-et-ailleurs-!,520,25709,1>

Tunisie - Folle nuit à Menzel Bourguiba ... et ailleurs !

17/07/2011 - 49 COMMENTAIRE(S)

La nuit du samedi 16 juillet était chaude à Menzel Bourguiba (63 kilomètres au nord de Tunis) où l'on a incendié totalement le siège du district de la police et tous les véhicules à l'intérieur. Des véhicules neufs, nous précise un riverain.

Le poste de la police de circulation et celui de la garde nationale ont été, par ailleurs, saccagés sans être brûlés. Idem pour le bureau local de la CNAM et celui de l'Emploi.

Dimanche matin, les habitants de Menzel Bourguiba se sont réveillés avec une grosse inquiétude. Les commerces sont fermés et tout le monde craint cette insécurité qui se ressent dans l'air.

L'armée est, certes, venue à la rescousse, mais on a peur, partout, de nouveaux débordements.

A noter que les camions de l'armée ont été remarqués dans plusieurs quartiers du Grand Tunis dès le samedi soir.

Menzel Bourguiba n'est pas la seule à avoir connu une chaude nuit. D'autres quartiers de Tunis ont été le théâtre, samedi, d'affrontements entre la police et des manifestants sortis de nulle part et ce notamment à Cité Ettadhamen et Cité Ettahrir.

D'autres quartiers de Tunis, en revanche, continuent à vivre les nuits d'été d'une manière ordinaire avec des restaurants et cafés pleins à craquer et des familles sorties se balader et se rafraîchir.

R.B.H

<http://www.rfi.fr/afrique/20110718-affrontements-entre-jeunes-forces-ordre-tunis>

Tunisie -

Article publié le : lundi 18 juillet 2011 - Dernière modification le : lundi 18 juillet 2011

Affrontements entre jeunes et forces de l'ordre à Tunis



De violents affrontements ont eu lieu entre des jeunes et les forces de l'ordre ce week-end à Tunis, Tunisie.

AFP PHOTO/KHALIL

Par RFI

Depuis vendredi la Tunisie est confrontée à des manifestations de petits groupes de jeunes qui débordent à chaque fois en affrontements avec la police. Dans la nuit du samedi 16 au dimanche 17 juillet 2011, ces heurts ont fait six blessés dont deux graves parmi les forces de l'ordre. Pour le ministère de l'Intérieur, ces violences qui continuaient dimanche dans le centre de Tunis sont le fait d'extrémistes notamment religieux.

Dans les ruelles étroites de la Kasbah, au centre de Tunis, dimanche soir des dizaines de jeunes ont encore jeté des pierres, des bouteilles de verre sur les forces anti-émeutes. A pied, en moto, la police a lancé la charge plusieurs fois. Arrêtant très violemment de très jeunes émeutiers.

Certains protestaient contre l'attitude de cette police au même endroit deux jours avant. A coup de matraque de gaz lacrymogènes quelques manifestants comme Walid étudiant à Tunis avaient été dispersés sans ménagement vendredi. Ils demandaient sous les fenêtres du Premier ministre une accélération de la transition démocratique.

« Les jeunes ils sont venus ici pour manifester parce qu'ils voient qu'il n'y a aucun changement qui s'opère. On nous matraque, on nous insulte. Ce sont les mêmes pratiques qu'avant, c'est même pire. Ça veut dire que le gouvernement a des choses à cacher et ce n'est pas normal ».

Walid refuse l'étiquette d'extrême gauche ou d'islamiste. Mais la veille dans le quartier populaire d'Intilaka à Tunis, des dizaines de jeunes comme lui avaient déjà affronté la police faisant six blessés et brûlant des commissariats.

« Ils ont dit Allah akbar », confie un habitant pour qui, comme pour beaucoup d'autres, les islamistes sont derrière ces violences. *« Cinq ou six extrémistes ont appelé les jeunes du quartier pour manifester. C'est une vengeance. Vendredi, il y avait une manifestation à la Kasbah et la police est entrée dans une mosquée pour les pourchasser et ça les a fâchés ».*

Le ministère de l'Intérieur évoque lui aussi des extrémistes religieux accompagnés de délinquants. Selon les autorités ils chercheraient à faire capoter les élections du 23 octobre prochain.

<http://www.francesoir.fr/actu/tunisie-un-garcon-tue-par-balles-dans-une-manifestation-sidi-bouزيد-119551.html>

Publié le 18 juillet 2011 à 14h13

Mis à jour le 18 juillet 2011 à 14h20

Tunisie: un adolescent tué par balles dans une manifestation à Sidi Bouzid

Un garçon de 14 ans a été tué par balle dans la nuit de dimanche à lundi à Sidi Bouzid (centre de la Tunisie) lors de la dispersion d'une manifestation par la police, a rapporté lundi l'agence officielle TAP.

Il s'agit du premier mort d'une série d'incidents qui ont éclaté ces derniers jours en Tunisie.

L'adolescent a été tué par le "ricochet d'une balle", et deux personnes ont été gravement blessées, selon la TAP, citant le chef de la police à Sidi Bouzid, Samir Al Meliti.

Selon cette source, les forces de l'ordre ont ouvert le feu après avoir été la cible de cocktails molotov lancés par les manifestants.

Les violences ont duré jusqu'à 02H00 GMT (03H00 locales) dans la nuit, et neuf personnes ont été arrêtées, ajoute la TAP.

Le jeune homme, Thabet Belkacem, était mort à son arrivée à l'hôpital et son corps a été transféré au service médico-légal de Sfax (centre), selon une source médicale à Sidi Bouzid contactée par l'AFP.

Un des deux blessés est dans un état grave et a été transféré à Sfax, selon cette source.

D'après un témoin cité par la radio privée Shems, l'adolescent a été atteint d'une balle à l'abdomen.

"Il y a eu d'importantes confrontations jusqu'à tard dans la nuit à Sidi Bouzid et à Regueb", une ville un peu plus au sud, a indiqué à l'AFP un syndicaliste sur place, Ali Zarai, qui a confirmé la mort du garçon.

"Les gens de Sidi Bouzid sont en colère. Six mois après la révolution, ils n'ont toujours rien vu et manifestent contre le gouvernement de Béji Caïd Essebsi", a-t-il ajouté.

Selon lui, la situation était calme lundi midi à Sidi Bouzid.

Un hélicoptère de l'armée survolait la ville, mais les forces de l'ordre sont rentrées dans leurs casernes, selon un responsable associatif, Adib Issaoui.

"Les habitants de Sidi Bouzid sont sous le choc. On n'avait pas vu une telle violence depuis la révolution", a déclaré M. Issaoui à l'AFP.

Selon lui, un groupe de 200 à 300 jeunes ont commencé à manifester dimanche soir vers 23H00 (22H00 GMT) devant l'université Bourguiba. "Ils ont jeté des pierres en direction des policiers", a-t-il relaté, en estimant que la manifestation n'avait "rien de spontané" et en s'inquiétant de "manipulations politiques".

Depuis quelques jours, les manifestations violentes se multiplient dans plusieurs villes de Tunisie. Au cours du week-end, des postes de police ont été attaqués à Tunis, Menzel Bourguiba (nord), Sfax et Kairouan (centre), selon le ministère de l'Intérieur, qui a accusé "certaines forces extrémistes" de vouloir "déstabiliser" le pays.

Sidi Bouzid se situe dans le centre de la Tunisie, région défavorisée où a commencé à la mi-décembre 2010 le soulèvement populaire qui a abouti à la chute du président Zine El Abidine Ben Ali le 14 janvier.

L'immolation d'un jeune vendeur de légumes de Sidi Bouzid avait déclenché les émeutes qui ont ensuite essaimé dans tout le pays.

Depuis la chute du régime Ben Ali, les grèves et manifestations se sont multipliées dans le pays et la colère monte face à la lenteur des changements.

La Tunisie compte quelque 700.000 chômeurs selon les estimations officielles, et l'économie est officiellement en récession.

Par **AFP**

<http://www.francesoir.fr/actualite/international/tunisie-un-enfant-14-ans-tue-dans-une-manifestation-sidi-bouzid-119599.html>

Publié le 18 juillet 2011 à 13h41

Mis à jour le 18 juillet 2011 à 19h20

Tunisie : Un enfant de 14 ans tué dans une manifestation à Sidi Bouzid

Depuis vendredi, la Tunisie connaît de violents affrontements entre protestataires contre le nouveau gouvernement et forces de l'ordre. Dans la nuit de samedi à dimanche à Sidi Bouzid, berceau de la révolution, un adolescent de 14 ans est décédé alors que la police dispersait une manifestation, six mois après le départ de Ben Ali.



Mohamed Bouazizi, originaire de Sidi Bouzid, était devenu le martyr de la révolution tunisienne après son immolation mi-décembre 2010 *MaxPPP*

Depuis la chute du régime Ben Ali, les grèves et manifestations se sont multipliées en Tunisie et la colère monte face à la lenteur des changements. Ce week-end, les tensions se sont à nouveau fait sentir dans le pays, où de nouveaux affrontements entre forces de l'ordre et protestataires ont éclaté dans cinq villes allant jusqu'à la mort d'un adolescent de 14 ans à Sidi Bouzid, ville symbolique de la révolution tunisienne. Le 17 décembre 2010, l'immolation d'un jeune vendeur de légumes y avait déclenché les émeutes qui ont ensuite essaimé dans tout le pays.

"Les gens de Sidi Bouzid sont en colère"

Cette fois, dans la nuit de samedi à dimanche, ce garçon de 14 ans aurait été tué par le « *ricochet d'une balle* » lors de la dispersion d'une manifestation par la police, a rapporté lundi l'agence officielle TAP. Deux personnes ont été gravement blessées, selon la TAP citant le chef de la police à Sidi Bouzid, Samir Al Meliti, qui a encore expliqué que les forces de l'ordre avaient ouvert le feu après avoir été la cible de cocktails molotov lancés par les manifestants.

Les violences ont duré jusqu'à 3 heures du matin (heure locale) et neuf personnes ont été arrêtées, ajoute la TAP. Le jeune homme, Thabet Belkacem, est arrivé décédé à l'hôpital et son corps a été transféré au service médico-légal de Sfax (centre), selon une source médicale à Sidi Bouzid contactée par l'AFP. Un des deux blessés est dans un état grave et a été transféré à Sfax, selon cette source.

« *Les gens de Sidi Bouzid sont en colère. Six mois après la révolution, ils n'ont toujours rien vu et manifestent contre le gouvernement de Béji Caïd Essebsi* », a indiqué à l'AFP un syndicaliste sur place.

Rumeurs et manipulations ?

Six mois après la révolution tunisienne qui a chassé Ben Ali du pouvoir, de récents affrontements ont donc vu à nouveau le jour en Tunisie, qui compte encore quelque 700.000

chômeurs selon les estimations officielles. À l'origine immédiate de ces récentes violences : la dispersion par la police, à coups de tirs de grenades lacrymogènes, d'une manifestation hostile au gouvernement dans une mosquée de Tunis vendredi dernier.

Depuis, dans la nuit de samedi à dimanche, plusieurs commissariats ont été la cible d'attaques dans cinq villes du pays. Islamistes, anciens membres du RCD - l'ex-parti de Ben Ali -,... les soupçons désignant les instigateurs de ces récentes attaques sont multiples. Certains crient à la rumeur et à la manipulation.

Par S.V.

<http://www.tsr.ch/info/monde/3275487-un-enfant-a-ete-tue-lors-de-troubles-violents-a-sidi-bouزيد-ou-avait-debute-le-soulevement-en-tunisie.html>

18.07.2011 14:53 - mise à jour: 17:08

Un enfant a trouvé la mort et deux autres personnes ont été grièvement blessées lors de troubles violents dans la ville de Sidi Bouzid, au centre de la Tunisie, où avait démarré le soulèvement populaire qui avait fait chuter le régime de Ben Ali en janvier dernier. Agée de 14 ans, la victime a été atteinte par une "balle perdue" durant des affrontements entre les forces de l'ordre et les manifestants. L'origine de ces heurts n'est pas connue. Neuf personnes ont également été arrêtées. C'est l'immolation d'un marchand ambulancier de Sidi Bouzid en décembre qui avait lancé les émeutes anti-pouvoir.

<http://www.rue89.com/2011/07/18/un-ado-tue-a-sidi-bouزيد-la-police-tabasse-rien-na-change-214721>

Un ado tué à Sidi Bouzid : « La police tabasse, rien n'a changé »

Par Ramses Kefi | Journaliste | 18/07/2011 | 20H09

A l'origine du regain de violences en Tunisie, islamistes ou sbires de Ben Ali ? Les Tunisiens dénoncent des « zones d'ombre ».



Dans la nuit de samedi à dimanche, plus de 300 manifestants, armés de pierres et de cocktails Molotov, ont pris d'assaut un poste de police dans le quartier d'Intikala, à Tunis. Dans le même temps, à Menzel Bourguiba (60 km au nord de la capitale), plusieurs personnes auraient, selon les autorités, dérobé des armes à feu et des munitions pendant la mise à sac d'un commissariat de la ville.

Bis repetita 24 heures plus tard, mais cette fois dans la ville-symbole de Sidi Bouzid, là où, quelques mois plus tôt, Mohamed Bouazizi s'était immolé par le feu. Si le calme était revenu ce lundi matin, les affrontements de la nuit ont fait au moins deux blessés grave et un mort.

La victime, Thabet Belkacem, était âgée de 14 ans et aurait été touchée par « un ricochet de balles » tandis que la police tentait de disperser les manifestants par des tirs de sommation. (Voir la vidéo d'Euronews)

Originaire de Sidi Bouzid, Slim, 21 ans, n'est pas surpris. Pour cet étudiant en électronique, la police tunisienne est retombée dans ses travers. Quand il apprend la nouvelle ce lundi matin, il est chez un ami, au Kef, dans l'ouest :

« S'il n'y avait pas l'armée, la police ferait un carnage, comme sous Ben Ali. On dirait que rien n'a changé et que le RCD tire les ficelles en coulisse. Il y a trop de zones d'ombre, trop de choses bizarres, notamment au ministère de l'Intérieur. »

La rumeur au service du chaos

La Tunisie vit un mois de juillet particulièrement compliqué. A la veille d'une échéance électorale historique, le pays est en proie à des violences qui mettent le gouvernement transitoire dans une posture compliquée.

Souvent contesté pour ses accointances avec le régime déchu, il est désormais soupçonné de freiner la transition démocratique, en voulant prolonger son intérim au-delà des élections prévues le 23 octobre prochain.

Dans un discours prononcé ce lundi après-midi, Béji Caid Essebsi, Premier ministre provisoire, a tenu à démentir ces accusations, rejetant au passage un deuxième report du scrutin, en dépit des événements sanglants de ce week-end.

Soldat à Tunis depuis maintenant quatre ans, Béchir, 29 ans, est catégorique : le ministère de l'Intérieur ne ment pas quand il met les troubles récents sur le compte des islamistes.

« Pas tous, car certains sont pacifistes. Même s'ils ne se mettent pas en avant, ils embrigadent des désœuvrés et se servent d'eux, comme ils l'ont toujours fait. »

Pour lui, la police n'est pas coupable des accusations de torture dont certains manifestants l'accusent. Il pointe du doigt les rumeurs, qui servent la désinformation et surtout le chaos.

« A 14 ans, que faisait-il dans une manifestation ? »

Béchir estime que la police a « quand même » changé ses méthodes, bien que constamment confrontée au danger, comme pour les événements qui ont conduit à la mort du jeune garçon à Sidi Bouzid :

« Quand on t'attaque avec des sabres et des cocktails Molotov, c'est bien normal de se défendre, non ? Le petit a reçu une balle perdue mais à 14 ans, que faisait-il dans une manifestation ? »

Mardi, il sera à la frontière libyenne, à Ras Ejdir. Avant de raccrocher, il tient à souligner l'urgence dans laquelle se trouve la Tunisie :

« Ça va très mal. Les gens ne comprennent pas qu'on ne peut pas changer les choses du jour au lendemain. Il faut de la patience. C'est dur.

Mais depuis le début du mois, tout le pays s'enflamme. A Sbeitla [centre-ouest] et Gafsa [sud-ouest], on a même été obligés de décréter le couvre-feu il y a quelques jours. »

« On ne sait même pas qui gouverne »

Mahdi, 28 ans, mécanicien au chômage, a voulu quitter Tunis en juin dernier. Faute d'argent, il s'est ravisé. S'il se dit fier de sa Révolution, il assure que la Tunisie n'en a pas fini avec le RCD. Il y a un mois déjà, il craignait que les « copains » de Ben Ali ne reprennent la main. Aujourd'hui, il en est presque convaincu :

« Leur patron est parti mais ça ne les empêche pas de travailler. Ils ne sont pas tous partis en Arabie saoudite. »

Il partage un point commun avec Béchir, celui de considérer la rumeur comme un danger, qui menacerait la bonne tenue du scrutin d'octobre prochain. Pour Mahdi, la campagne risque d'être complètement biaisée par le contexte délétère, qui mettra les vraies préoccupations au second rang :

« Pour beaucoup, la démocratie n'est pas un bon business. »

Le jeune homme voit la mort de Thabet comme une conséquence tragique mais logique. Sidi Bouzid et les régions les plus défavorisées s'impatientent et, surtout, ne voient rien venir. Alors il reste sceptique quant à la seule implication d'islamistes et de délinquants dans le regain de tension. Il soupçonne des manœuvres du régime déchu :

« Pendant des années, le gouvernement a menti. C'était même une spécialité. Il y a beaucoup d'anciens réflexes qui restent encore aujourd'hui. La police tabasse sous la bienveillance du Premier ministre. De toute façon, on ne sait même pas qui gouverne. »

Photo : des manifestants font face à la police à Tunis, place de la Kasbah, le 15 juillet 2011 (Zoubeir Souissi/Reuters).

<http://www.20minutes.fr/ledirect/759530/tunisie-premier-ministre-stigmatise-manifestants>

Tunisie: Le Premier ministre stigmatise les manifestants

Mis à jour le 18.07.11 à 22h39

Le Premier ministre tunisien, Béji Caïd Essebsi, a accusé ce lundi les manifestants qui ont tenu des rassemblements ce week-end de chercher à déstabiliser le pays, six mois après le renversement du président Zine ben Ali.

Un homme a été tué lors d'une manifestation quand la troupe a tiré en l'air pour tenter de contrôler la foule. Il s'agit du premier décès signalé au cours de la série de violentes

manifestations qui ont touché Tunis et d'autres villes depuis vendredi.

Les manifestations, a estimé le chef du gouvernement, visent à semer le chaos et à faire échouer l'élection de la nouvelle assemblée constituante, prévue le 23 octobre.

«Il s'agit d'un projet concerté visant à déstabiliser le pays», a-t-il dit dans une allocution télévisée. «Les élections auront lieu comme prévu le 23 octobre, envers et contre tout. J'appelle l'ensemble des partis politiques et des citoyens à défendre le pays», a ajouté le chef du gouvernement.

Le ministère de la Défense a précisé que le manifestant tué était tombé à Sidi Bouzid dimanche soir. C'est dans cette ville du centre de la Tunisie qu'un jeune homme était mort en s'immolant par le feu en décembre, événement qui avait déclenché une série d'émeutes qui ont abouti à la chute de Ben Ali le 14 janvier, elle-même suivie par des soulèvements populaires similaires en Egypte et ailleurs dans le monde arabe.

«Un civil a été tué hier soir à Sidi Bouzid, quand des soldats ont tiré en l'air pour disperser des émeutiers qui les attaquaient», a déclaré à la presse le colonel Marouan Bouguerra, lundi à Tunis.

Un couvre-feu a d'ailleurs été instauré dans la ville à partir de lundi soir, de 21h GMT à 4h GMT, et ce, jusqu'à nouvel ordre.

Ces émeutes sont le dernier signe en date des tensions entre un establishment tunisien laïque et les islamistes, qui s'affirment de plus en plus sur le devant de la scène depuis la chute de Ben Ali, lequel a pris la fuite en Arabie saoudite.

Dimanche, 200 jeunes, dont bon nombre portaient des barbes typiques des islamistes, ont mis le feu à un poste de police du quartier d'Intilaka, dans l'ouest de la capitale.

A Menzel Bourguiba, à 70 km au nord de Tunis, quatre policiers ont été blessés dans des affrontements avec une foule d'émeutiers, rapporte-t-on de source proche de la police.

Reuters

<http://www.parismatch.com/Actu-Match/Monde/Actu/Manifestations-en-Tunisie-un-adolescent-de-14-ans-est-mort-315155/>

actu-match | lundi 18 juillet 2011

Révolution en Tunisie: Ricochet mortel



| Photo Zoubeir Souissi / Reuters

Six mois après la révolte qui a chassé Ben Ali du pouvoir, les Tunisiens sont mécontents de l'inaction du gouvernement de transition, et le font savoir. Réveillant de mauvais souvenirs et la colère du peuple, le pouvoir a répondu par la répression. Un adolescent de 14 ans a été tué par un tir, censé être de sommation.

Marie Desnos - Parismatch.com

La «révolution du Jasmin» n'est pas finie. Un adolescent de 14 ans est décédé et deux autres personnes ont été blessées dans des affrontements survenus à Sidi Bouzid dans la nuit du dimanche à lundi, a annoncé ce lundi l'agence de presse officielle Tunis Afrique Presse (TAP). La victime, Thabet Belkacem, serait décédée durant son transfert à l'hôpital. Son corps aurait été transféré au service médico-légal de Sfax, ainsi que les deux blessés. Selon le chef du secteur de la garde nationale à Sidi Bouzid, Samir Meliti, cité par l'agence, «une balle a ricoché et atteint l'enfant lors des accrochages avec les manifestants après l'échec des tentatives de leur dispersion pacifique». Dimanche, vers 22 heures, des manifestants auraient en effet jeté des pierres et des cocktails Molotov en direction des forces de l'ordre et de l'armée, et auraient bloqué la route en brûlant des pneus. Les forces de l'armée nationale auraient alors tiré en l'air; c'est donc accidentellement qu'une de ces balles aurait atteint le jeune garçon. Neuf personnes auraient été interpellées suite à ces émeutes d'une violence plus vive depuis la révolte qui a chassé le président Zine el-Abidine Ben Ali, le 14 janvier dernier. A noter que ce nouveau drame s'est produit dans la même ville du Centre-Ouest de la Tunisie qui avait vu naître la contestation après l'immolation par le feu de Mohamed Bouazizi, un jeune primeur de 26 ans à qui la police avait confisqué sa marchandise.

Répression et lenteur des réformes

Six mois après la révolution qui, avec celle des Egyptiens, a inspiré le «Printemps arabe», de nouvelles manifestations ont eu lieu ces derniers jours en Tunisie, la population protestant contre la lenteur du processus de réformes, et contre le gouvernement de Béji Caïd Essebsi en général. En l'occurrence, ce week-end, les émeutiers protestaient contre la répression de la manifestation vendredi, place de la Casbah à Tunis, le quartier historique de la ville, là où se trouvent les bureaux du Premier ministre. Dans le détail, quelque 700 personnes sont descendues dans les rues ce jour-là pour exprimer leur mécontentement, avant d'être chassés par des tirs de grenades lacrymogènes. «Les gens sont en colère. Rien n'a changé et la frustration est bien là, chez tout le monde», avait confié à Reuters un des mécontents. Dans le quartier d'Intilaka, dans l'Ouest de la capitale, environ 200 personnes ont incendié un commissariat samedi soir, rapporte Reuters. Dans la ville de Menzel Bourguiba, située à 70 kilomètres au nord de Tunis, quatre policiers ont par ailleurs été blessés dans l'incendie d'un poste de police.

Béji Caïd Essebsi a appelé ce lundi tous les citoyens à défendre les acquis de la Tunisie et les objectifs de la Révolution, et à faire face à tous ceux qui tentent de porter atteinte à la sécurité du pays, indique la TAP. Dans une allocution au peuple tunisien, le Premier ministre a affirmé que le gouvernement de transition poursuivrait sa mission jusqu'à l'élection de l'assemblée nationale constituante, fixée au 23 octobre prochain. Selon lui, les violences de ces derniers jours ne seraient autres qu'une tentative de déstabilisation de groupes extrémistes. «Il y a des partis politiques et des mouvements marginaux qui ne sont pas prêts pour les élections, car ils sont sûrs de ne pas les remporter», a-t-il dénoncé sans les nommer.

Tunisie: Le Premier ministre accuse les manifestants de déstabiliser le pays

Mis à jour le 18.07.11 à 18h17

Le Premier ministre tunisien, Béji Caïd Essebsi, a accusé ce lundi les manifestants qui ont tenu des rassemblements ce week-end de chercher à déstabiliser le pays, six mois après le renversement du président Zine ben Ali.

Un homme a été tué lors d'une manifestation quand la troupe a tiré en l'air pour tenter de contrôler la foule. Il s'agit du premier décès signalé au cours de la série de violentes manifestations qui ont touché Tunis et d'autres villes depuis vendredi.

Les manifestations, a estimé le chef du gouvernement, visent à semer le chaos et à faire échouer l'élection de la nouvelle assemblée constituante, prévue le 23 octobre.

«Il s'agit d'un projet concerté visant à déstabiliser le pays», a-t-il dit dans une allocution télévisée. «Les élections auront lieu comme prévu le 23 octobre, envers et contre tout. J'appelle l'ensemble des partis politiques et des citoyens à défendre le pays», a ajouté le chef du gouvernement.

Tensions entre un establishment tunisien laïque et les islamistes

Le ministère de la Défense a précisé que le manifestant tué était tombé à Sidi Bouzid dimanche soir. C'est dans cette ville du centre de la Tunisie qu'un jeune homme était mort en s'immolant par le feu en décembre, événement qui avait déclenché une série d'émeutes qui ont abouti à la chute de Ben Ali le 14 janvier, elle-même suivie par des soulèvements populaires similaires en Egypte et ailleurs dans le monde arabe.

«Un civil a été tué hier soir à Sidi Bouzid, quand des soldats ont tiré en l'air pour disperser des émeutiers qui les attaquaient», a déclaré à la presse le colonel Marouan Bouguerra, lundi à Tunis.

Ces émeutes sont le dernier signe en date des tensions entre un establishment tunisien laïque et les islamistes, qui s'affirment de plus en plus sur le devant de la scène depuis la chute de Ben Ali, lequel a pris la fuite en Arabie saoudite.

Dimanche, 200 jeunes, dont bon nombre portaient des barbes typiques des islamistes, ont mis le feu à un poste de police du quartier d'Intilaka, dans l'ouest de la capitale.

A Menzel Bourguiba, à 70 km au nord de Tunis, quatre policiers ont été blessés dans des affrontements avec une foule d'émeutiers, rapporte-t-on de source proche de la police.
Reuters

<http://www.lesoir-echos.com/2011/07/19/la-police-tunisienne-pointe-du-doigt-les-islamistes/>

La police tunisienne pointe du doigt les islamistes

Monde | Roland Somani AMOUSSOU | 19 juillet 2011 à 14 h 09 min ||

La Tunisie a connu de nouveaux affrontements durant le week-end. Des postes de police dans cinq villes, dont Tunis, ont été pris d'assaut.



Dimanche soir, dans les ruelles de la Kasbah de Tunis, des dizaines de jeunes ont encore jeté des pierres et des bouteilles de verre sur les forces anti-émeutes.

Six mois après la révolution tunisienne qui a chassé du pouvoir Zine el-Abidine Ben Ali, la jeunesse est toujours aussi loin de trouver une issue durable à sa condition de vie, et l'Etat, une certaine forme de légitimité.

Depuis vendredi dernier, plusieurs manifestations sont organisées à travers le pays par des jeunes, mais à chaque fois, ces regroupements se sont soldés par des débordements et des affrontements contre les forces de l'ordre. Les incidents les plus virulents se sont produits à Menzel Bourguiba, à 65 km au nord de Tunis, où « *un groupe d'extrémistes religieux mêlé à des délinquants a pris d'assaut le poste de police et volé des armes* », précise le ministère de l'Intérieur. Les autres attaques ont eu lieu à Kairouan (centre), Sousse (150 km au sud de Tunis), Hammam Ghzez (est de Tunis), Al Agba (ouest de la capitale), toujours selon le ministère de l'Intérieur, qui n'a pas hésité à incriminer les islamistes, responsable selon l'Etat de cette tentative de « *déstabilisation* ». Le ministère dénonce clairement « *l'œuvre de certaines forces extrémistes pour déstabiliser l'ordre et saboter le processus électoral* » à venir.

Au moins six policiers ont été blessés dans les affrontements, dont quatre grièvement, précisait dimanche le ministère. Les affrontements les plus spectaculaires ont eu lieu dans le quartier d'Intikala, dans la capitale, où 300 à 400 personnes ont tenté durant plusieurs heures de pénétrer dans le principal poste de police : « *Ils sont venus exprès pour incendier le poste, certains avaient des sabres, d'autres ont jeté des cocktails Molotov. C'était bien programmé* », a déclaré à l'AFP un agent de police sous couvert d'anonymat.

Une contre vérité ?

Selon RFI, dimanche soir dans les ruelles de la Kasbah de Tunis, des dizaines de jeunes ont encore jeté des pierres et des bouteilles de verre sur les forces antiémeutes. Sous les coups de matraques et des fumées de gaz lacrymogène, certains manifestants comme Walid, étudiant à Tunis, demandaient sous les fenêtres du Premier ministre une accélération de la transition démocratique : « *Les jeunes sont venus ici pour manifester parce qu'ils ne voient aucun changement qui s'opère. On nous matraque, on nous insulte. Ce sont les mêmes pratiques qu'avant, c'est même pire. Cela veut dire que le gouvernement a des choses à cacher et ce n'est pas normal* ». Un autre habitant du quartier donne un témoignage à l'opposé de celui de

Walid : « Cinq ou six extrémistes ont appelé les jeunes du quartier pour manifester. C'est une vengeance. Vendredi, il y avait une manifestation à la Kasbah. La police est entrée dans une mosquée pour les pourchasser et ça les a fâchés ». Toujours selon le communiqué du ministère de l'Intérieur, ces forces extrémistes ont un seul but : faire capoter les élections du 23 octobre prochain. ◆

Roland Somani AMOUSSOU

<http://www.lesoir-echos.com/2011/07/20/%C2%ABles-tunisiens-continueront-a-se-battre%E2%80%89%C2%BB/>

«Les Tunisiens continueront à se battre !»

Monde | Saïd Lahlou | 20 juillet 2011 à 11 h 42 min | |

Depuis le week-end dernier, la Tunisie vit au rythme de violences ininterrompues. Lina Ben Mhenni, blogueuse et romancière tunisienne, porte un regard éclairé sur la situation et les affrontements actuels entre manifestants et forces de l'ordre.



La répression de la police a accentué la colère des Tunisiens. Photo AFP

On sent une nette ascension de l'islamisme en Tunisie. Quel en est le potentiel de nuisance ?

Il a un très grand potentiel. Je pense que les islamistes ont un double discours. Obsurantiste dans les mosquées, où ils martèlent que la place des femmes est à la maison, mais lorsqu'il s'agit de parler dans les médias traditionnels, ils ont un discours on ne peut plus moderne. Depuis deux mois, une vidéo circule sur Facebook avec des jeunes d'Ennahda qui appellent les hommes à violer les femmes non voilées. En sortant découvertes, «*c'est elles qui poussent les hommes*» à agir ainsi...

Que représentent les islamistes au sein de la société tunisienne selon vous, 20 %, 30%, ou 40 % de la population ?

On ne peut pas véritablement chiffrer le taux d'extrémistes en Tunisie. Tout ce que je peux vous dire, c'est qu'ils sont partout. Ils utilisent les mêmes recettes que dans le reste du monde arabe : ils aident la population, ils travaillent sur le côté social, fédèrent... et, face à la crise actuelle, ça marche.

Les manifestations et les débordements qui ont commencé le week-end dernier et qui continuent actuellement, ont été mis sur le dos des islamistes par le premier ministre Beji Caïd Essebsi. Est-ce vrai, ou es-ce de la pure intox du pouvoir ?

Des vidéos postées sur Facebook prouvent que les islamistes sont derrière les débordements actuels, même si le parti a nier sa participation dans ce nouveau mouvement contestataire. Mais comme les jeunes ne croient pas aux changements promis par l'Etat, eux aussi ont rejoint le mouvement. La répression qu'a exercée la police a augmenté la colère de beaucoup de Tunisiens, et cela aussi participe à faire grossir la contestation. Le gouvernement transitoire n'a pas su gérer les choses. Nous sommes à nouveau entrés dans une phase de violence et pour que ça s'arrête, tout dépendra des décisions qui seront prises par le gouvernement transitoire. Hier, le premier ministre a dit que c'est la faute des jeunes si nous traversons une nouvelle période de troubles !

L'issue à cette crise post-révolution n'est-elle pas la tenue des prochaines élections ?

Nous devons les avoir très vite ces élections et ne pas les reporter encore une fois. Ce qui est grave, c'est qu'à peine 2 % des Tunisiens sont inscrits sur les listes électorales, alors que l'échéance aux inscriptions est pour le 2 août !

Est-ce que cela veut dire que les Tunisiens n'ont confiance ni en ce gouvernement de transition ni dans l'issue des élections ?

Je ne sais pas trop. Tout ce que je constate, c'est la gravité de la situation. Le pire, c'est que beaucoup croient qu'il s'agit d'une élection présidentielle, hors ce n'est que l'élection d'une assemblée constituante. Il y a de plus un véritable problème de communication.

Les bloggeurs craignent un retour en arrière sur le plan de la liberté de la presse, des arrestations abusives, des tortures, des agissements de la police (un jeune de 14 ans est mort d'une balle à Sidi Bouzid lors d'une manifestation). La révolution tunisienne est-elle sur le point de se faire battre par les pratiques de l'ancien régime ?

Il faut continuer la bataille. Il y a une régression par rapport aux premières semaines qui ont suivi le 14 janvier, mais les gens continueront à se battre. Les Tunisiens n'accepteront jamais le retour de la dictature et les pratiques de l'ancien régime.

Comment se passe aujourd'hui le train-train quotidien ?

Quand je suis sur Facebook, j'ai l'impression que tous les Tunisiens sont préoccupés par la situation, mais dans le monde réel, c'est différent. Ils continuent à mener une vie normale. Ils sortent au restaurant, vont à la plage et dans les boîtes de nuit. Comme si tout allait bien dans le meilleur des mondes. ◆

Saïd Lahlou

<http://www.businessnews.com.tn/Tunisie--Lev%C3%A9-du-couvre-feu-%C3%A0-Metlaoui,520,25781,1>

Tunisie : Levée du couvre-feu à Metlaoui

20/07/2011 - COMMENTAIRE(S)

Suite à l'amélioration de la situation sécuritaire dans la ville de Metlaoui (gouvernorat de Gafsa), le couvre-feu décrété depuis mai dernier a été levé ce mercredi 20 juillet, annonce le ministère de l'Intérieur dans un communiqué.

A cette occasion, le ministère de l'Intérieur s'adresse aux citoyens de la région et aux membres de la société civile pour les remercier de leurs efforts dans l'aide aux forces de l'ordre pour rétablir la sécurité dans la région.

Rappelons que de violents affrontements claniques se sont produits en mai dernier et ont fait plus d'une dizaine de morts, obligeant l'armée à intervenir sur place.

Z.D

<http://streetgeneration.fr/news/streetg-magazine/48273/tunisie-egypte-la-crainte-dune-confiscation-par-larmee/>

Tunisie, Egypte: la crainte d'une confiscation par l'armée

21 juillet 2011

ChristopheDard

Six mois après les premières émeutes, la Tunisie et l'égypte sont toujours dans l'expectative avec la crainte très nette de voir l'armée confisquer la révolution.

Vent de liberté, fin des dictatures, un nouveau souffle... Les qualificatifs n'ont pas manqué en début d'année pour définir les révoltes qui ont frappé consécutivement la Tunisie puis l'Égypte. Les indétronables Ben Ali (au pouvoir depuis 1987) et Moubarak (1981) n'ont rien pu faire devant la colère de la population si ce n'est utiliser l'armée pour tenter de les faire taire, armée qui s'est finalement retournée contre eux. Mais 6 mois après, on ne parle plus de la Tunisie et de l'Égypte. La Libye et la Syrie leur ont volé la vedette. Pourtant, la transition du pouvoir est compliquée et les fantômes de la contestation ressurgissent.

Tunisie: impatience et amertume

En Tunisie, les manifestations sont de retour dans les grandes villes du pays après quelques semaines d'accalmie. Le spectre de la violence est même revenu lorsqu'un garçon de 14 ans a été tué par balle à Sidi Bouzid après un rassemblement dispersé par la police. La mort de cet adolescent porte une charge symbolique d'autant plus forte que Sidi Bouzid, dans le centre de la Tunisie, a été la ville où « la révolution de jasmin » a éclaté. C'est là qu'un jeune vendeur de légumes s'était immolé par le feu en décembre dernier, provoquant un mois de révolte et 300 morts selon l'ONU.

Les manifestants en colère ont l'impression que rien n'a changé depuis 6 mois et la chute du président Ben Ali le 14 janvier. Les élections législatives devaient avoir lieu le 24 juillet. Elles ont finalement été reportées au 23 octobre.

Ben ali, l'ex-homme fort du pays depuis 1987 (5 élections présidentielles remportées avec des scores ridiculeusement élevés) a été condamné à l'issue de deux procès à 50 ans de prison (idem pour sa femme) mais par contumace. Depuis leur fuite en Arabie Saoudite, Ben Ali et son épouse sont sous le coup d'un mandat d'arrêt international. En revanche, 33 membres de sa famille ont été arrêtés.

Quant à la sécurité, elle n'est pas garantie. Depuis quelques temps, les islamistes gagnent du terrain. Au début du mois, un cinéma de Tunis a été attaqué alors qu'un film sur la laïcité était projeté. Deux jours plus tard, des salafistes ont également agressé des avocats devant le Palais

de justice de la capitale. Le ministre de l'Intérieur a évoqué la présence de membres d'Aqmi (Al-Qaïda au Maghreb islamique) à la frontière tuniso-algérienne. Des échanges de tirs ont causé la mort d'un colonel et d'un soldat tunisiens, le mois dernier.

Du coup, en pleine période de vacances, le gouvernement a ordonné une série de mesures pour protéger les sites touristiques: postes de police sur toute la côte et dans les grandes villes, numéros d'urgence activés et itinéraires spéciaux créés pour éviter les zones à risques. Les autorités doivent également gérer l'afflux de migrants libyens qui viennent se réfugier depuis plusieurs mois.

Enfin, la Tunisie a également du mal à retrouver un dynamisme touristique: 40% de visiteurs en moins et 3000 emplois détruits depuis le début de l'année. La saison estivale devrait suivre la même tendance.

Egypte: la Place Tahrir toujours active et l'ombre d'Hosni Moubarak

Il est très difficile voire scabreux de dresser un parallèle entre la Tunisie maghrébine et l'Égypte, (le plus grand pays du monde arabe) située aux confins de l'Afrique et de l'Asie. Mais force est de constater que, comme en Tunisie, le bilan n'est pas très optimiste. Les contestataires ne sont pas rassurés. Depuis le début du mois, ils sont même de retour sur la Place Tahrir au Caire qu'ils ont occupé des jours et des jours jusqu'au départ d'Hosni Moubarak le 11 février. Ils ne comprennent pas que qu'il leur ait fallu 18 jours pour faire partir leur président, et qu'il faille des mois pour organiser des élections. Le spectre d'une junte militaire s'installant durablement au pouvoir inquiète. Voilà 5 mois que le pays est contrôlé par l'armée, pilier de l'ancien régime. Plus de 10 000 civils ont été traduits devant des tribunaux spéciaux, dont des manifestants, des militants d'ONG et au moins un journaliste auteur d'un article critique sur l'armée. Il n'y a jamais eu autant de personnes traduites devant des tribunaux militaires en 30 années de pouvoir autoritaire.

Mais ces derniers jours, le gouvernement égyptien semble prendre la mesure de l'exaspération de la population. 700 membres de l'armée ont été renvoyés et un nouveau gouvernement remanié doit être officiellement nommé. Les élections législatives sont prévues en octobre voire novembre pour laisser le temps aux formations politiques de s'organiser. La présidentielle devrait avoir lieu dans la foulée.

En revanche, le cas Hosni Moubarak est toujours incertain. Le successeur d'Anouar El-Sadate doit être jugé le 3 août et risque la peine de mort. Mais à 83 ans, il serait trop malade pour comparaître. Moubarak vit en résidence surveillée à l'hôpital de Charm-El-Cheikh après une crise cardiaque en avril. Mais les manifestants ne veulent rien savoir. Même s'il est souffrant, Moubarak doit payer pour les « martyrs » de la révolution égyptienne, disent-ils. Ils estiment que son état de santé est une stratégie pour susciter de la compassion. Et le voir échapper à la justice est inacceptable pour eux.

Le rétablissement de la stabilité passera, comme toujours par une stabilisation de l'économie. Mais comme chez le voisin tunisien, l'été s'annonce très moyen alors que l'année dernière, 600 000 touristes français sont, par exemple, venus visiter le pays. Pour faire revenir les touristes, le gouvernement envisage d'organiser en septembre un grand festival sur la Place Tahrir avec un grand nombre de célébrités internationales.

Christophe Dard

Les journalistes tunisiens critiquent l'attitude du gouvernement

2011-07-21

Les relations entre les journalistes tunisiens et le gouvernement intérimaire se sont envenimées ces dernières semaines.

Par Houda Trabelsi pour Magharebia à Tunis – 21/07/11

Les journalistes tunisiens ont organisé, lundi 18 juillet, une manifestation devant le siège du Syndicat national des journalistes tunisiens (SNJT) pour dénoncer ce qu'ils considèrent comme des tentatives gouvernementales de contrôler la presse.

Les manifestants ont critiqué les propos tenus par le Premier ministre par intérim Beji Caid Essebsi à l'encontre des organisations des médias. Ils ont en particulier dénoncé la dispersion violente du rassemblement de la casbah, la semaine dernière, au cours de laquelle dix journalistes ont été blessés.

Le bureau exécutif du SNJT a fait part de son inquiétude de voir les autorités tenter d'imposer un contrôle sur les nouveaux médias libres du pays. Le syndicat a publié une déclaration dans laquelle il condamne "les insultes et les humiliations" subies de la part du gouvernement provisoire.

"Le bureau affirme son rejet absolu des mesures destinées à marginaliser le secteur des médias et à imposer des restrictions aux journalistes", déclare Najiba Hamrouni, l'une des responsables du SNJT. "Le bureau exécutif du SNJT assimile de tels comportements à une agression caractérisée envers les journalistes, la liberté d'opinion et d'expression et le droit des citoyens à l'information."

Elle ajoute que le syndicat "met en garde contre les conséquences de la répétition de telles pratiques et se réserve le droit légal de réagir de la manière qu'il jugera appropriée".

"Il appelle également à mettre un terme aux tentatives de limiter le droit des journalistes à obtenir des informations et à les présenter à l'opinion publique de manière neutre et indépendante", conclut-elle.

Le syndicat entamera une action en justice contre le ministre de l'Intérieur Habib Essid après les affrontements de la casbah, selon Mongi Khadraoui, membre du bureau exécutif du SNJT, qui affirme que ces affrontements étaient "une honte pour l'appareil policier répressif".

"Après le 14 janvier, les attaques contre les journalistes ont pris plusieurs formes, à commencer par des propos méprisants de la police, puis des attaques verbales de la part de plusieurs partis politiques et des forces de l'ordre contre quiconque fait état d'informations qui ne sont pas en leur faveur, à des agressions et à la détention par certains citoyens de journalistes dans l'exercice de leurs fonctions", explique Aymen Rezgui, un autre membre du bureau exécutif du SNJT.

Rezgui accuse le gouvernement d'utiliser les médias comme "tête de turc" pour les problèmes que connaît le pays, disant à Magharebia que "les journalistes sont devenus le maillon faible et une carte que le gouvernement joue pour masquer ses erreurs et ses atermoiements".

Pour sa part, le jeune journaliste Aymen Bchini déclare à Magharebia que les propos du Premier ministre sont "une insulte au peuple". Il ajoute que l'objectif du gouvernement est de "traiter les journalistes avec légèreté, de les dénigrer, de les intimider et de les contraindre à faire preuve d'allégeance".

"Nous refusons cela à la fois dans la forme et dans le fond ; sinon, nous perdrons notre crédibilité au regard du peuple qui ne nous fait toujours pas confiance et qui doute de notre intégrité, bien qu'il sache que les comportements des journalistes diffèrent d'une personne à une autre. Par conséquent, le ministre par intérim devrait officiellement présenter des excuses", dit Bchini.

Anissa Slim indique quant à elle à Magharebia que "le manque de respect du gouvernement et de l'opinion publique pour les médias est essentiellement dû à la fragilité du secteur et au non-respect de l'éthique de la profession par certains journalistes."

"Nous n'avons d'autre choix que de continuer à lutter contre ces opportunistes qui ont saboté le secteur des médias en Tunisie", conclut-elle.

<http://www.radio-canada.ca/nouvelles/International/2011/07/21/009-marche-violence-tunis.shtml>

Une grande marche contre la violence à Tunis

Plusieurs milliers de personnes ont participé jeudi après-midi à Tunis à une imposante marche contre la violence à la suite des troubles qui ont secoué ces derniers jours plusieurs régions du pays, a constaté un journaliste de l'Associated Press.

Ces troubles, attribués par des sources gouvernementales à « des extrémistes religieux », ont donné lieu à des affrontements entre manifestants et forces de sécurité faisant un mort, un adolescent atteint par « une balle perdue », et quatre blessés graves parmi les agents de l'ordre.

Dans un communiqué transmis à l'AP, le mouvement islamiste Ennahda a déclaré avoir refusé de participer à la marche en raison de « l'insistance de certains organisateurs d'en exclure de larges composantes de la société civile et politique sur des bases sectaires et en prenant des slogans qui divisent la société plutôt que de l'unir ».

À l'appel du Parti démocratique progressiste (PDP) et d'une dizaine d'autres formations dont le mouvement Ettajdid (Le Renouveau), le parti Afek (Perspectives) et le Forum démocratique pour les libertés et le travail (FDLT), la manifestation a rassemblé plus de 6000 femmes et hommes de tous âges, dont un grand nombre de jeunes.

Ils étaient venus « exprimer leur refus de la violence et de l'anarchie et leur attachement à un processus de transition démocratique pacifique », selon les termes du mouvement Ettajdid.

« Non à la violence, non au terrorisme, le peuple veut des élections libres et démocratiques », « Pas de légitimité en dehors des urnes », pouvait-on lire sur certaines banderoles portées par les manifestants.

« Nous avons lancé un appel à cette marche pour dire haut que nous nous opposons aux agissements violents qui visent à déstabiliser le pays et à affaiblir les institutions de transition, en premier lieu le gouvernement et la haute instance chargée des réformes politiques », a déclaré Issam Chebbi, membre du bureau politique du PDP.

La marche, qui a sillonné plusieurs artères du centre-ville, par une température caniculaire, s'est déroulée sans incident.

Les Tunisiens sont appelés le 23 octobre prochain à élire une assemblée constituante devant élaborer une nouvelle constitution en remplacement de celle en vigueur sous le régime de l'ancien président Zine el-Abidine Ben Ali qui a fui le 14 janvier dernier en Arabie saoudite, chassé du pouvoir par un soulèvement populaire après 23 ans de règne sans partage.

Associated Press

<http://www.tunisiait.com/article.php?article=7931>

Tunisie : des manifestants s'en prennent à Al Jazeera

ven.22.07.11

Une imposante marche contre la violence s'est déroulée hier en début d'après-midi au centre de la Capitale Tunis démarrant à la Place de la République (Le Passage) puis passant par l'avenue de la liberté pour aboutir à la Place Pasteur.

Cette imposante marche a enregistré la participation d'un grand nombre de citoyens aux côtés de plusieurs représentants d'associations et d'organisations de la société civile et de personnalités nationales, ainsi des leaders de partis politiques.

Les participants à cette marche ont scandé plusieurs slogans à travers lesquels ils ont exprimé leur refus de la violence et appelé à faire face à tout ce qui est de nature à freiner la transition démocratique en Tunisie.

Cette marche, qui intervient en réaction aux actes de violence et au désordre vécus, récemment par différentes régions du pays, avait pour mots d'ordre la dénonciation de la violence et de l'extrémisme, et la lutte contre les forces rétrogrades, mais pas seulement.

En effet, plusieurs manifestants s'en sont également pris à la chaîne qatarie d'informations, Al Jazeera montrant leur mécontentement à son égard et empêchant les envoyés de la chaîne de filmer le déroulement de la marche de protestation.

Autre signe du malaise qui commence à se faire sentir en Tunisie à l'encontre d'Al-Jazeera, nombre de Tunisiens se mobilisent sur le réseau social Facebook contre la manière utilisée par Al Jazeera quant à son traitement de l'information.

La chaîne qatarie provoque aussi les mêmes sentiments de dénigrement, voire pire, en Syrie où des dizaines de citoyens se sont rassemblés, hier, devant le palais de justice de Damas pour porter plainte contre la chaîne et d'autres télévisions d'informations, selon shorouknews.com

Ils considèrent en effet que ces chaînes pratiquent de la désinformation et ne font que propager le chaos et l'anarchie dans le pays, accusant notamment Al-Jazeera de falsification

des faits et d'incitation à la violence.

Pour rappel, Al Jazeera s'est distinguée par une vidéo falsifiée de ce qui se passe en Syrie, ce qui a mis encore plus le feu aux affrontements entre les manifestants et le gouvernement en place.

D'ailleurs, l'avocat Ammar Bilel, président du syndicat des avocats syriens, a déclaré qu'Al-Jazeera sera bel et bien poursuivie judiciairement à travers son bureau en Syrie.

Pourtant, au début des Révolutions arabe, la chaîne qatarie était vue comme étant le fer de lance de la bataille contre les dictateurs, certains la considérant comme ayant joué un rôle majeur dans le succès de ces Révolutions ?

Chiraz OUNAÏS

<http://www.kapitalis.com/fokus/62-national/5102-tunisie-sidi-bouزيد-retrouve-son-calme-et-pense-aux-elections.html>

Tunisie. Sidi Bouzid retrouve son calme et pense aux élections

Mercredi, 27 Juillet 2011 10:07

La situation se stabilise à Sidi Bouzid. Le couvre-feu, instauré le 18 juillet après les affrontements qui ont fait un mort, a été levé mardi. L'opération d'inscription sur les listes électorales s'est accélérée.

Le couvre-feu a été levé dans la ville de Sidi Bouzid, à partir de mardi, «compte tenu de l'amélioration notable de la situation sécuritaire dans la ville», annonce le ministère de l'Intérieur.

Le ministère exprime, dans un communiqué, ses vifs remerciements à l'ensemble des citoyens de cette ville du centre-ouest, qui a vu le déclenchement de la révolution du jasmin, et aux différentes composantes de la société civile des efforts qu'ils ont déployés pour soutenir l'action des forces de sécurité intérieure et de l'armée nationale, ce qui a permis de rétablir la sécurité dans la ville.

Le ministère appelle également l'ensemble des citoyens à faire preuve de vigilance et à soutenir les forces de sécurité intérieure et de l'armée nationale pour faire face à toute tentative criminelle ou d'agression et contribuer ainsi à la préservation de la sécurité et de la stabilité.

Par ailleurs, l'agence officielle Tap affirme que l'affluence vers les bureaux d'inscription sur les listes électorales est en hausse à Sidi Bouzid après les difficultés rencontrées au début du lancement de cette opération, organisée en prévision de l'élection de l'Assemblée nationale constituante, fixée au 23 octobre prochain.

Avec une moyenne de 3.000 personnes enregistrées chaque jour, le nombre des électeurs inscrits s'élevait, mardi, à 25.000, soit 15% du nombre global de la population habilitée à voter à Sidi Bouzid.

Kamel Salehi, membre de la sous-commission de l'Instance supérieure indépendante pour les élections (Isie) à Sidi Bouzid, cité par la Tap, a cependant déploré quelques difficultés logistiques rencontrées au début du lancement de l'opération d'inscription (absence de bureaux mobiles et de locaux de la sous-commission dans les délégations ainsi que les difficultés de connexion à Internet). Tout cela semble être rentré dans l'ordre.

La région compte au total 29 bureaux répartis entre les sièges des municipalités, des délégations, des bureaux de poste et de plusieurs établissements éducatifs.

<http://fr.rian.ru/world/20110726/190267295.html>

Tunisie: 22 membres de la famille Ben Ali traduits en justice

16:47 26/07/2011

MOSCOU, 26 juillet - RIA Novosti

Poursuivis pour corruption, abus de pouvoir et d'autres chefs d'accusation, les vingt-deux membres de la famille de l'ex-président tunisien, Zine El-Abidine Ben Ali, ont comparu mardi pour la première fois devant un tribunal de Tunis.

Dans la presse tunisienne, ce procès a été surnommé "Tunis-Carthage", en raison du nom d'un aéroport international tunisien dans lequel la majorité des prévenus de cette affaire ont été interpellés alors qu'ils tentaient de prendre la fuite.

La "révolution de jasmin", qui a suivi un mois d'émeutes populaires en Tunisie, a entraîné la chute du régime. Le 14 janvier, le président Zine el-Abidine Ben Ali, qui dirigeait le pays d'une main de fer, s'est enfui avec sa famille en Arabie saoudite. Le lendemain, le Conseil constitutionnel l'a destitué.

Reconnus coupables de détournement de fonds publics, de possession illégale de devises étrangères et d'une quantité de bijoux retrouvés dans le palais présidentiel de Sidi-Bou Saïd, l'ex-président et son épouse Leila Trabelsi ont été condamnés par contumace à 35 ans de prison chacun.

<http://www.maghreb-intelligence.com/tunisie/1416-qui-gouverne-aujourd%E2%80%99hui-la-tunisie.html>

Qui gouverne aujourd'hui la Tunisie ?

Posté le : 27 juillet, 2011

Alors que plusieurs observateurs avaient cru déceler en le général Rachid Ammar, un « De Gaulle » tunisien, ces derniers ont vite déchanté face l'instabilité que connaît le pays et notamment face au mutisme de l'armée qui est assimilé par de nombreux Tunisiens à une « démission pure et simple ». Plusieurs diplomates en poste à Tunis ne semblent pas convaincus que le général Rachid Ammar soit l'homme providentiel qui pourrait jouer le rôle de sauveur de la révolution. La vague d'émeutes qui déstabilise le pays depuis le début du mois de juillet et qui a touché Gafsa, Sidi Bouzid, Menzel Bourguiba, Bizerte et Tunis semble échapper à tout contrôle, sauf peut être celui de l'aile radicale des islamistes d'Ennahda. Elle démontre à la fois les limites du gouvernement de Béji Caïd Essebsi ainsi que la frilosité de l'armée qui hésite à prendre ses responsabilités. Aujourd'hui, la rue est livrée aux « groupuscules » de protestataires qui manifestent violemment sans revendications claires ni échéancier. « Des foyers de violence s'allument ici et là, sans raison apparente à part celle de maintenir un climat de peur et d'incertitude », explique un journaliste européen qui a passé plusieurs semaines en Tunisie. Première répercussion de ces émeutes, la désaffection remarquée des populations par rapport au processus d'enregistrement dans les listes

électorales. C'est surtout les anciens supporters du RCD et les militants d'Ennahda qui s'enregistrent massivement. Cela pourrait impacter considérablement les résultats de la prochaine échéance électorale. Plusieurs intellectuels et hommes d'affaires craignent en effet un affrontement ultime entre les brigades d'Ennahda et les sbires de l'ancien régime. Les deux forces sont suffisamment organisés et disposent de ressources importantes pour encadrer la rue. Les regards se tournent alors de plus en plus vers l'armée pour qu'elle mette fin à ce chaos qui fragilise le pays et menace la révolution. « En attendant d'avoir des instances démocratiquement élues, l'armée doit jouer son rôle d'arbitre neutre et désintéressé pour éviter que le pays ne se délite complètement », avertit un politicien tunisien au fait des réalités du pays du jasmin.

<http://www.rue89.com/2011/08/01/tunisie-contre-le-boycott-de-lelection-a-la-constituante-216278>

Tunisie : contre le boycott de l'élection de la Constituante

Par Azyz Amami | Blogueur | 01/08/2011 | 10H58



Blogueur actif et plusieurs fois emprisonné sous Ben Ali, Azyz Amami s'oppose aux appels qui se font entendre pour le boycottage de l'élection d'une assemblée constituante en Tunisie, prévue le 23 octobre, et lance un appel à participer à ce scrutin. L'inscription sur les listes électorales sera close le 14 août.

Depuis l'âge de 17 ans, je suis dans toutes les manifs, les grèves. J'ai été tabassé plusieurs fois, renvoyé de la faculté alors qu'il ne me restait qu'une année pour devenir ingénieur, j'ai été arrêté d'innombrables fois, dont la dernière a failli me coûter cinq ans de ma vie. Cinq ans sans pouvoir voir ma fiancée, sans être en dehors à continuer mon chemin, sans ma famille, mes copains et mon quartier. J'ai été interdit de travail, jeté dans la misère.

Et je continuais à protester et à manifester. Non pas parce que j'ai un ver qui me troue le cul, mais parce que je voulais que moi et tous les enfants de mon pays puissent devenir les maîtres de notre destin. Pour être plus libre.

En finir avec l'ancien système, une bonne fois pour toute

Défendant la liberté et la démocratie, je me suis joint aux manifestants de Kasbah 1 et Kasbah 2, criant haut et fort la demande de l'assemblée constituante.

Tout en sachant que la démocratie ramène avec elle le virus fasciste, je continue à la défendre, pour qu'on puisse peut être arriver à une forme, un modèle démocratique qui soit meilleur que ceux proposés. C'est peut être assez utopique pour le moment, mais je m'en fous. Ayant

défendu la démocratie, j'assume qu'elle peut ne pas aboutir à ce que je veux. Et ce n'est pas un problème.

Par rapport à l'analyse que je porte, je vois que la meilleure solution serait d'abolir l'Etat en tant que système, de casser la systématique de domination économique. Ce n'est pas l'avis de tout le monde, et ça ne me pose aucun problème.

Ce que je sais, c'est que la Constituante est la solution pour en finir avec l'ancien système une bonne fois pour toute.

Je refuse que l'on rate ces élections

Etant descendu contre lacrymos et matraques pour la défendre, je savais ce que je faisais. Ayant payé de ma chair mes convictions pour une Tunisie qui soit meilleure envers ses Tunisiens, ayant failli perdre tout, je refuse que l'on rate ces élections.

Je refuse de comprendre ceux qui étaient à mes côtés dans la rue à demander la Constituante, et qui appellent maintenant à son boycott, par « révolutionnisme » ou par « gauchisme enfantin ».

Protester est un art à part. On proteste pour demander/imposer/réclamer quelque chose, non seulement par manque d'adrénaline. Un bon joint dans la maison, une série de prières, une sortie entre copains vaut mille fois la poussière et les tempêtes de battements de cœur.

Je refuse d'avoir perdu une bonne partie de ma vie en vain. Et que l'on ne vienne pas me dire : « Les martyrs ne sont pas morts pour les élections, il faut leur rendre justice. » Déjà qu'on est quasiment tous d'accord que justice doit être faite. N'oublions pas que l'humain est tout sauf un être « uni-process ». L'humain peut faire deux, trois, quatre, cinq, six et plus l'infini de choses au même moment.

Voter, faire son choix de vie et de gouvernance n'interdit pas de maintenir la pression pour la justice.

Si les martyrs sont morts, c'est parce qu'aux yeux de l'Etat (qui continue de pré-exister même sous une forme transitoire), ils ne comptaient pour rien, ils ne voulaient rien dire. C'est notre occasion de leur rendre hommage. Votons pour faire tomber le système, votons pour qu'ils aient vraiment un sens. Ils sont morts en cherchant à vivre, en réclamant leur droit à décider de leur destin.

Si c'est toi, moi, eux, et nous tous qui faisons les lois de marché et les lois de travail, nous résoudrons le problème du chômage, l'un des moteurs principaux des premières émeutes. Cette dite révolution se veut être une révolution de « dignité ». Quoi de plus réconfortant pour la dignité que de décider de son propre sort ?

De la Constituante commencera à jaillir la nouvelle Tunisie

Ces élections sont la mission la plus révolutionnaire. Vous savez pourquoi ? Parce que de la Constituante commencera à jaillir notre nouvelle Tunisie. Mais, camarades, amis, frères ou même aliens si vous le voulez, ça ne va pas finir aux élections. A partir du 24 octobre, on reprend les rues, on reprend la contestation pour contrôler de près la Constituante. Pour nous

imposer, jeunes et moins jeunes, mâles ou femelles, homo ou hétéro, en tant que véritable décideur de notre sort.

Entre temps, que chacun choisisse le parti, les hommes, les femmes qui lui semblent les plus proches à sa perception. Sinon, présentez-vous. Mais ne ratez pas les élections. Nos martyrs sont morts à cause de l'ancien système, ne les laissons pas tomber, abolissons le système. N'avons-nous pas dit « le peuple veut l'abolition du système » ? C'est par la Constituante qu'on réussira à le faire tomber.

Photo : Aziz Amami dans un café à Tunis, le 17 février 2011 (Audrey Cerdan/Rue89).

<http://www.jeuneafrique.com/Article/ARTJAJA2637p040-041.xml0/tunisie-islamistes-elections-legislatives-emeutes-tunisie-un-ete-en-etat-d-urgence.html>

Tunisie : un été en état d'urgence

03/08/2011 à 18h:29 Par Frida Dahmani, à Tunis



Heurts entre manifestants et forces de police, le 15 juillet 2011 à Tunis. © AFP

En une semaine, la confusion s'est muée en inquiétude. Des rassemblements de contestataires ont eu lieu dans plusieurs villes et dégénéré en épisodes violents. Qui les orchestre ? Pourquoi le gouvernement et les politiques ne s'expriment-ils pas plus clairement sur le sujet ?

Outre l'inévitable période de flou inhérente à toute phase de transition, les répliques de la secousse du 14 janvier se font désormais nettement sentir. Après des incidents à Gafsa, les 12 et 13 juillet, le mouvement de contestation la Kasbah 3 (dont les sit-in, en février, ont renversé les deux gouvernements Ghannouchi), parti de Tunis vendredi 15 juillet, met le feu aux poudres. Il revendique pêle-mêle la démission du gouvernement, la dissolution de la Haute Instance pour la réalisation des objectifs de la révolution, de la réforme politique et de la transition démocratique, le changement de la date des élections à l'Assemblée constituante (fixées au 23 octobre)... Réprimées par une police dont les méthodes musclées prêtent à controverse (même si le pays est toujours en état d'urgence), ces manifestations « spontanées » ont dégénéré en violences et contaminé en moins de vingt-quatre heures les villes de Menzel Bourguiba, Sidi Bouzid, Bizerte, ainsi que des quartiers populaires de la capitale. Le 19 juillet, une explosion s'est produite sur un gazoduc à Zaghuan (Nord-Est) : un « acte criminel », selon le ministère de l'Intérieur.

Depuis, des foyers d'agitation s'allument un peu partout, assortis de couvre-feux locaux. Le scénario est toujours le même. Des rassemblements, obéissant aux ordres d'on ne sait qui – notamment à travers les réseaux sociaux –, finissent en confrontation avec les forces de l'ordre. Le Premier ministre, Béji Caïd Essebsi, n'est intervenu que le lundi 18 juillet. Bien

trop tard, selon certains. D'autant qu'il y a des victimes : de nombreux blessés hospitalisés et, surtout, un garçon de 14 ans tué par une balle perdue à Sidi Bouzid.

Coïncidences ?

En moins d'une semaine, le climat a basculé. « Les actions qui entravent la démarche démocratique se multiplient. Les gens sont naïfs, facilement manipulables. Ils réagissent au quart de tour, car rien n'est clair », résume Aziz, un blogueur. Ce qui est certain, c'est que les Tunisiens ne savent plus où ils en sont. Faute de pouvoir identifier les réels instigateurs de cette instabilité et à défaut d'explications, l'opinion publique verse dans la théorie du complot et émet l'hypothèse d'une contre-révolution en marche, persuadée que cette instabilité profite à la fois aux anciens de l'ex-parti au pouvoir, le Rassemblement constitutionnel démocratique (RCD), qui ne veulent pas lâcher prise, et aux islamistes.

Depuis le 20 juillet, le nombre de **partis politiques légaux** est passé à **100**, contre **9 avant la révolution**.

Chaque étape importante (publication du code électoral, liste des anciens du RCD exclus de la vie politique, pacte national) est controversée par les islamistes et accompagnée de troubles. Chaque fois que la Haute Instance s'achemine vers des décisions qui ne conviennent pas à tous les partis (notamment le décret-loi sur le financement des partis politiques), certains s'érigent en porte-parole du peuple et attisent la contestation.

Aujourd'hui, les troubles s'intensifient alors que vient de commencer l'enregistrement des électeurs pour les élections d'octobre. Les inscriptions sur les listes électorales ont été ouvertes le 11 juillet et seront, normalement, closes le 2 août. Au cours de la première semaine, seulement 165 000 électeurs se sont inscrits sur près de 7 millions de votants potentiels. Une démobilisation qui illustre combien est grande la perplexité des Tunisiens. « La rue s'agite, elle peut dire ce qu'elle veut. Ce que dira le scrutin est une autre affaire, qui semble bien mal engagée... Les intentions d'abstention commencent à prendre des proportions très inquiétantes », déplore Moufida Benzeina, agent d'assurance.

Déconcertés

L'attitude pusillanime du gouvernement et des partis politiques exacerbe l'irritation d'une opinion publique déconcertée par un gouvernement qui met plus de trois jours à s'exprimer sur des événements majeurs et loupe sa sortie en se contentant d'approximations, alors que le peuple cherche à comprendre d'où viennent ces tentatives de déstabilisation.

Le Premier ministre entretient le flou puisqu'il désigne, sans les nommer, les extrémistes religieux ainsi que des mouvements de droite et de gauche. La même confusion émane des partis politiques, dont les prises de position se sont aussi fait attendre. « C'est quand même curieux que ceux qui veulent nous diriger demain ne s'expriment pas, s'indigne un avocat. Aucun leader crédible ne prend la parole à chaud alors que l'avis des politiques est très attendu dans un moment pareil. » Si tous ont condamné la violence, la plupart des partis restent en effet terrés dans une très discrète réserve. « Nous connaissons bel et bien les tendances politiques qui commanditent ces violences et nous les mettons en garde... », rétorque, toujours sans les nommer, Ahmed Néjib Chebbi, du Parti démocrate progressiste (PDP). Quant au parti islamiste Ennahdha, il réfute toute implication.

Les dieux sont tombés sur la tête

À défaut de leader, la révolution tunisienne avait ses héros, parmi lesquels le général Rachid Ammar, qui avait tenu tête à Ben Ali en refusant de tirer sur le peuple lors des émeutes de janvier – du moins le croyait-on. La bravoure de l'armée avait alors été saluée unanimement par les Tunisiens. Mais les icônes, contrairement aux mythes, ne font pas long feu. « L'armée n'a jamais reçu d'ordre de tirer ou d'intervenir... Ce n'était pas un mensonge, c'était une ruse, pour déstabiliser le régime de Ben Ali », révèle Yassine Ayari, cyberdissident et fils du colonel Tahar Ayari (décédé en mai lors d'un accrochage avec des salafistes), qui affirme avoir créé de toutes pièces cette information. Les justifications qu'il avance choquent une opinion publique qui y voit une manipulation de plus, de la part d'un Robin des Bois autoproclamé. Et pendant ce temps, la Grande Muette se tait.

Que comprendre et qui croire ? La question est bien là et reste donc entière pour les Tunisiens, que la confiance abandonne. Ce que confirme un sondage de la radio Shems FM, selon lequel près de 70 % des Tunisiens se disent méfiants à l'égard des politiciens. « Où sont-ils quand ils doivent être là ? » interroge Hamza, l'animateur de la revue politique quotidienne de la radio, qui révèle que, sur 155 membres siégeant à la Haute Instance, seuls 50 étaient présents lors du dernier débat sur le financement des partis, le 15 juillet. Décret-loi qui a finalement été adopté le 20 juillet (87 présents, 86 pour et 1 contre).

En plus de l'augmentation du coût de la vie, du chômage qui persiste, de la pression du conflit libyen et des incertitudes qu'ils acceptaient jusqu'à présent comme étant un passage incontournable, la plupart des Tunisiens ne se sentent plus en sécurité. Ni en confiance.

<http://www.20min.ch/ro/news/dossier/tunisie/story/Heurts-en-marge-d-une-manifestation-30058974>

15 août 2011 19:51; Act: 15.08.2011 20:01

Heurts en marge d'une manifestation

La police a fait usage de gaz lacrymogènes lundi pour disperser une manifestation anti-gouvernementale dans le centre de Tunis.

C'est la première fois depuis plus de deux mois que de telles scènes se produisent dans la capitale après les violences qui ont suivi la fuite de l'ex-président Zine El Abidine Ben Ali chassé par un «tsunami populaire».

Organisée à l'initiative d'avocats et de magistrats, la manifestation a rassemblé plusieurs centaines de personnes qui réclamaient «l'assainissement de la magistrature des symboles de la corruption» et accusaient le gouvernement de «laxisme» dans le jugement des responsables du régime de Ben Ali qui a dirigé le pays d'une main de fer pendant 23 ans.

«Le peuple veut une justice indépendante», «la Tunisie est libre, voleurs RCDéistes dehors», scandaient les protestataires, en référence aux membres de l'ancien parti au pouvoir, le Rassemblement constitutionnel démocratique (RCD), dissous.

Alors qu'ils se dirigeaient vers le ministère de l'Intérieur, la police anti-émeutes a chargé, les pourchassant dans les rues environnantes. Certains protestataires ont jeté des pierres en

direction des agents et brisé les devantures de magasins, les policiers ripostant à coups de gaz lacrymogènes et frappant les manifestants à coups de matraques.

Selon le porte-parole du ministère de l'Intérieur Hichem Mouaddeb, les forces de l'ordre ont procédé à plusieurs interpellations à la suite du saccage de commerces.

En revanche, une marche organisée à l'appel de la centrale syndicale, l'UGTT, et à laquelle ont participé plusieurs partis et organisations de la société civile, s'est déroulée sans incidents.

Plus de 3.000 personnes, selon les organisateurs, 2.000, selon la police, ont défilé sur l'avenue Mohammed V, l'une des principales artères de la capitale, appelant à «une nouvelle révolution» et à «un vrai changement».

«La police politique continue d'agir et de frapper les manifestants, les juges corrompus sont toujours présents», a dénoncé Habib Karray, membre du bureau politique du parti Baath, jugeant impératif une rectification du processus révolutionnaire pour que l'échéance électorale du 23 octobre ne soit pas remise en question.

Selon le porte-parole de l'UGTT, la centrale syndicale n'appelle pas à la chute du gouvernement de Béji Caïd Essebsi, mais déplore la lenteur du processus. AP

xBB/cov/cr

<http://www.gnet.tn/temps-fort/tunisie-la-manifestation-de-l-ugtt-tourne-aux-affrontements-avec-la-police/id-menu-325.html>

Tunisie, la manifestation de l'UGTT tourne aux affrontements avec la police

Publié le Lundi 15 Août 2011 à 16:15

Plusieurs manifestations ont démarré ce matin du centre-ville de Tunis, pour se rejoindre à midi à l'avenue Habib Bourguiba. Celle organisée par l'Union Générale des Travailleurs Tunisiens (UGTT) a pris comme point de départ, la place Mohamed Ali en compagnie de partis tels que Ennahdha. Une autre manifestation qui rassemble les avocats et juges avec quelques partis comme le PCOT, a pris son départ à Bab Bnet, devant le palais de la justice. Un troisième groupe est sorti de la Place d'Afrique à l'Avenue Mohamed 5, avec entre autres, Ettakattol, et Afek Tounes. A midi, alors que ce dernier groupe prenait à peine son départ, les autres étaient déjà arrivés sur l'avenue Habib Bourguiba, du côté de la porte de France.

Les slogans qu'ils brandissaient dénonçaient la justice de deux poids deux mesures, exigeaient une justice indépendante et impartiale, et réclamaient justice pour les martyrs de la révolution ainsi que la chute du régime. Plusieurs centaines de manifestants s'étaient rassemblés criant leurs revendications, quand un gaz lacrymogène a été lancé au milieu de la foule. « On a vu des tirs de pierres vers le siège du ministère de l'Intérieur. C'est pour ça que la police a riposté », a dit un manifestant qui prenait la fuite par la rue du Caire. Dans la foulée, d'autres tirs de gaz se sont élevés sur toute l'avenue Habib Bourguiba et la police s'est faite de plus en plus présente. Des agents de la circulation aux agents d'intervention rapide y compris la brigade anti émeutes, sillonnaient l'avenue et intimaient l'ordre aux manifestants de vider les lieux. Les manifestants n'ont pas longtemps résisté. Les foules se sont dispersées

dans un grand mouvement de panique où plusieurs personnes avaient eu des malaises à cause des émanations de gaz.

Les événements se sont très vite succédé, les magasins des rues adjacentes ont presque tous baissé leurs stores, et les commerçants pontois scrutaient l'horizon. « Il y en a marre de ces histoires. Ce sont les gamins des rues qui font la loi maintenant ? Il ne faut pas que la police recule. Il faut remettre un peu d'ordre », crie le tenancier d'un magasin de vêtements. De l'autre côté du boulevard, une bande de jeunes se met à casser la devanture d'une banque. La police rapplique en moto et en camions, les bombes lacrymogènes fusent, et les jeunes se rabattent du côté de rue de Rome, où ils continuent à lancer des pierres vers les agents de l'ordre.

Quelques temps plus tard, l'attaché de presse du ministère de l'Intérieur, contacté par une radio locale, dit que la première bombe lacrymogène avait été lancée par un manifestant. « Des bombes qui ont été subtilisées durant les événements, ce qui a provoqué la colère de la foule qui a commencé à attaquer la police ».

Au même moment, à la place Barcelone, et en plein milieu des heurts, un homme saute du 4ème étage d'un immeuble. Il est mort sur le coup. Il souffrirait de troubles mentaux.
Chiraz Kefi

http://www.tunisie-soir.com/index.php?option=com_content&view=article&id=42725:&catid=42:politique

La marche de l'UGTT à Tunis ponctuée par des heurts entre manifestants et forces de l'ordre



TUNIS (TAP) - L'Union Générale Tunisienne du Travail (UGTT) a organisé, lundi, à Tunis, une marche populaire qui est partie de la bourse du travail à Tunis-Marine avant de parcourir l'avenue Mohamed V et de se disperser devant la place des droits de l'Homme.

Ont participé à cette marche, les structures régionales et locales de base de l'Union, des partis politiques, des personnalités nationales, des composantes de la société civile, des intellectuels et des artistes.

Les manifestants ont exprimé des revendications à caractère social et politique exigeant notamment le départ du Gouvernement de transition et de demander des comptes aux symboles de la corruption, notamment par une restitution des avoirs du peuple, spoliés par la famille du président déchu, la réforme de la Justice et l'emploi aux chômeurs.

Les manifestants ont dénoncé la hausse des prix et appelé au respect des principes de la révolution et à la fidélité au sang des martyrs.

La marche a été marquée par un arrêt symbolique devant le siège de l'ancien Rassemblement Constitutionnel Démocratique dissous.

"La Tunisie libre et les voleurs dehors", "Peuple, révolte-toi contre les restants de la dictature", "Pas de liberté, pas de retour, pour les bandes du destour" ont scandé les manifestants.

Certains protestataires ont condamné le soutien de l'UGTT au Gouvernement de transition avant d'appeler au départ du Secrétaire Général de l'Union.

La marche a vu la scission d'un groupe de manifestants qui ont refusé de se diriger vers l'avenue Mohamed V, préférant se regrouper Place Mohamed Ali.

En cours de route, ces manifestants, rejoints par des citoyens, se sont regroupés devant le ministère de l'Intérieur, en scandant des slogans hostiles au Gouvernement de transition, pour le retard pris dans le jugement et la demande de comptes aux symboles du régime déchu.

Les forces de l'ordre sont intervenues par l'utilisation de gaz lacrymogènes avant que les manifestants ne répliquent par des jets de pierres déclenchant une situation de panique et de désordre au Centre ville.

La situation s'est encore aggravée après que les participants à la manifestation organisée par les avocats, lundi matin, devant le ministère de la Justice, ont été empêchés de se joindre à la manifestation de l'Avenue Mohamed V en passant par le Centre ville.

Une situation qui a dégénéré en heurts entre manifestants et forces de l'ordre dans plusieurs rues du Centre ville. Plusieurs cas d'étouffement ont été enregistrés parmi les manifestants.

Selon des témoins oculaires, "les forces de l'ordre ont fait un usage massif de gaz lacrymogènes afin de disperser les manifestants".

Des participants ont été empêchés de filmer les incidents en utilisant leurs téléphones portables, envenimant davantage la situation lorsque des manifestants ont commencé à jeter des pierres en direction des forces de l'ordre".

<http://www.webdo.tn/2011/08/15/la-manifestation-pacifiste-pour-la-justice-tourne-au-vinaigre-sur-lav-bourguiba/>

La manifestation pacifiste pour la justice tourne au vinaigre sur l'av. Bourguiba

Publié par Neil le 15 août 2011 à 13:09



La manifestation organisée aujourd'hui par l'UGTT et d'autres partis de gauche comme de droite, ainsi que des représentants de la société civile, a été dispersée, à 11:30, à la bombe lacrymogène par la brigade antiémeutes.

La manifestation pacifiste, qui réclamait une indépendance de la justice et la dissolution du gouvernement, est partie ce matin de devant le Palais de la Justice à Bab Bnet pour en arriver, à son point culminant, à l'avenue Bourguiba devant le ministère de l'Intérieur.

"Peuple, révolution révolution sur le reste de la dictature", "Les victimes ont laissé un message pour ne pas laisser échapper la liberté", criaient les manifestants.

C'est alors que, devant le ministère de l'Intérieur, les policiers sont passés à l'attaque, à coups de bombe lacrymogène et de coups de matraque, faisant fi des passants.

Les manifestants sont revenus, un quart d'heure plus tard, sur l'avenue Bourguiba, en plus grand nombre. La brigade anti-émeutes s'est elle aussi étoffée. Les gens couraient de partout, les larmes aux yeux, à cause du gaz. Les magasins ont barricadé leurs devantures et les automobilistes, tentant d'échapper au chaos, n'ont pas arrêté de klaxonner. A noter que quelques manifestants ont riposté par des jets de pierre.

La brigade anti-émeutes a fait le ménage sur l'avenue Habib Bourguiba, évacuant tout le monde pêle-mêle.

A l'heure où nous écrivons ces lignes, le calme ne semble pas revenu sur l'Avenue. D'ailleurs, quelques manifestants sont revenus sur l'avenue et ses artères. Les forces de l'ordre y sont toujours présentes, munies de fusils à bombe lacrymogène.

<http://www.businessnews.com.tn/Manifs-%C3%A0-la-cha%C3%A9ne-au-centre-ville-de-Tunis,520,26163,1>

Manifs à la chaîne au centre-ville de Tunis

15/08/2011 - 30 COMMENTAIRE(S)

La journée du lundi 15 août 2011 a été marquée par une série de manifestations organisées par les magistrats et les syndicalistes de l'UGTT.

Une première manif, à laquelle ont appelé l'Association des magistrats tunisiens (AMT) et des avocats, est partie du palais de Justice. Groupant, au final, près de d'un millier de personnes, la marche s'est dirigée vers l'Avenue Bourguiba avant d'être dispersée avec des gaz lacrymogènes. Quelques manifestants ont répondu par des jets de pierres. Les slogans, brandis, appellent au limogeage du ministre de la Justice et à l'accélération des jugements des symboles de la corruption.

Deux autres manifestations ont été organisées par l'UGTT. L'une est partie de la Place Mohamed Ali et la seconde de la Bourse du Travail scandant des slogans appelant à la chute du régime, à l'assainissement du corps de la magistrature et au jugement des symboles de l'ancien régime.

Nous y reviendrons.

N.H

<http://www.businessnews.com.tn/Tunisie---Et-encore-une-manifestation-qui-d%C3%A9borde-!,519,26176,1>

Tunisie - Et encore une manifestation qui déborde !

Quand les matraques et les bombes lacrymogènes reprennent du service après des mois de repos face à des manifestants, pour la plupart des jeunes qui jouent la provocation usant d'insultes et de gros mots au milieu d'une population médusée, une question nous trotte l'esprit : qui a intérêt à semer la zizanie et à faire retourner le climat de chaos et de confusion en Tunisie ? Surtout que le pays se trouve, à peine, à dix semaines des élections de l'assemblée constituante...



Lundi 15 août 2011 et 15 Ramadan, les avocats et les magistrats ont appelé à une marche de protestation pacifique pour proclamer l'indépendance de la magistrature et pour que justice soit faite au niveau des 40 affaires à l'encontre de symboles de l'ancien régime et du RCD dissous.

Or, au départ de la manifestation de l'Avenue Bab Bnet, plus précisément devant le Palais de Justice de Tunis, on a remarqué la présence active d'un certain nombre de jeunes du PCOT qui se sont démarqués, puisque certains de ses membres ou représentants portaient des t-shirt imprimés avec le sigle du parti ce qui a déclenché l'ire de quelques manifestants, réclamant l'indépendance totale de la marche de protestation. Des affrontements avec la police ont eu lieu à quelques mètres où les manifestants ont forcé le barrage autour du ministère de la Justice. Avec les gros mots et incivilités de certains voyous parmi les manifestants, comme le montre la vidéo ci-dessous.



Dès 11 heures du matin, les avocats indépendants, le collectif des 25, les magistrats et des centaines de citoyens se sont rassemblés devant le ministère de la Justice à Bab Bnet pour entamer la marche, supposée pacifique, vers l'Avenue Bourguiba et rejoindre par la suite une deuxième manifestation organisée par des syndicalistes.

Cette dernière, partie de la Place Mohamed Ali, appelait à « la réalisation des objectifs de la révolution et au respect de la mémoire des martyrs ». Une troisième a débuté à midi devant la Bourse du travail à Tunis et a ensuite pris le chemin de l'avenue Mohamed V où elle s'est brusquement dispersée. Selon différents témoignages, quelques manifestants ont scandé des slogans contre Abdesslem Jrad dès son arrivée et l'ont poussé à quitter la manifestation. Des slogans anti-Al Jazeera ont été, également, clamés.

On a remarqué que plusieurs partis politiques se sont associés au groupe. On a pu difficilement distinguer Mustapha Ben Jaâfar, secrétaire général du parti FDTL et Ahmed Ibrahim, président du parti Ettajdid, qui a su garder son calme et sa sérénité malgré les slogans hostiles à l'égard de son parti.



Un mouvement similaire s'est produit près du bureau de l'UGTT à la Place Mohamed Ali Hammi. Les manifestants ont pris le temps de crier, durant quelques minutes, « Jrad dégage », et ont repris, par la suite, leur chemin.

On entendait, tout au long du parcours, différents slogans dont notamment : "*le peuple veut l'indépendance de la magistrature, pas de peur pas de crainte, le pouvoir est pour le peuple, Foued dégage avec tes chiens, laisse le peuple et le pays tranquilles, Oh peuple réveille toi, le RCD est toujours là, à toi le tour, Sebsi le dictateur...*"

Et c'est à proximité de l'avenue Bourguiba que les manifestants ont commencé à crier : « Ministère de l'Intérieur, ministère du terrorisme ».

C'est là que les deux manifestations se sont réunies à l'appel des magistrats et avocats, en première ligne, coude à coude entonnant d'une seule voix l'hymne national et appelant à l'accélération des jugements des symboles de la corruption.

Seulement voilà, certains manifestants, en dernière ligne de la marche, ont commencé à lancer de gros mots et des insultes aux policiers qui ont répondu par leurs matraques et leurs bombes lacrymogènes, barrant la route aux passants et étouffant les marchands ambulants de la rue Charles de Gaulle.

Les policiers ont continué à poursuivre les manifestants dans les différentes ruelles parallèles à l'Avenue Bourguiba avec des bombes lacrymogènes dont le nombre augmentait au fur et à mesure que les manifestants répliquaient en lançant des pierres.

Une course-poursuite qui a duré plus de 30 minutes et qui a fait, selon nos confrères, un blessé transféré rapidement en ambulance vers l'hôpital.



Cette version, dont nous avons été témoins, diffère un peu de celle divulguée par le porte-parole du ministère de l'Intérieur, aux médias. Il souligne que la première bombe lacrymogène a été lancée par un manifestant et c'est ce qui a fait déclencher l'effet ping-pong entre les deux parties. Une déclaration qui risque de déplaire à nombre de personnes.

La marche n'a pas eu de suite. Les manifestants, déçus et énervés, se sont dispersés et chacun a repris son chemin.

Une nouvelle manifestation qui s'ajoute à la liste de celles ratées depuis des mois, et ce en dépit du fait qu'on a déjà pu prouver, qu'en Tunisie, on peut réussir une marche pacifique.

Rappelons-nous de la marche organisée par les dix partis politiques, jeudi 21 juillet 2011, à la place du Passage à Tunis et qui a rassemblé plus d'un millier de personnes.

Une manifestation qui s'est déroulée sans accrocs, donnant une preuve vivante du civisme des Tunisiens, capables d'organiser une manifestation pacifique au vrai sens du terme, à grande échelle, mobilisant plus d'un millier de personnes, sans qu'elle ne tourne au vinaigre.

A se demander si certains « petits partis », ayant des intérêts à ce que les élections de la constituante soient encore une fois retardées voire suspendues, et à ce que le pays se retrouve en plein désordre, ne seraient pas derrière ce qui se passe en Tunisie...

Zeyneb Dridi